

*Initiatives ministérielles*

ments qui manquent toujours d'argent et exploitent toujours davantage cette source de recettes.

Tous les députés peuvent en discuter avec leurs électeurs et leur demander quel pourcentage du prix de l'essence les taxes représentent. Je suis prêt à parier que bien peu de consommateurs le savent. Si nous devons continuer à taxer les Canadiens de la sorte, il est temps d'avoir au moins l'honnêteté d'être directs et de faire savoir aux contribuables où va leur argent.

En étudiant ces niveaux d'imposition et leurs conséquences pour notre position face aux autres pays, il faut admettre, je crois, que ces hausses d'impôt ont d'importants effets. L'essence constitue l'un de nos avantages concurrentiels naturels sur le marché mondial et elle compense, dans l'acheminement de nos produits vers les marchés, l'énormité des distances et nos coûts de transport élevés.

Il faut absolument être en mesure de profiter des avantages que nous offre la nature pour contrebalancer certaines de nos faiblesses. L'avantage que nous procurent nos ressources naturelles s'effrite grandement du fait que les Américains peuvent venir au Canada acheter notre pétrole brut avec leur dollar qui vaut 1,30 \$, importer le produit dans leur pays pour le raffiner et le vendre aux consommateurs pour environ la moitié du prix que nous devons payer au Canada. Ce n'est pas, à mon avis, ce que les Canadiens veulent. Je pense que le gouvernement ne veut pas non plus que le Canada devienne un simple exportateur de ressources naturelles brutes.

Ce n'est pas ainsi qu'on créera des emplois, qu'on accroîtra notre richesse et qu'on relancera l'économie. Le temps est venu d'appuyer les industries et les manufacturiers canadiens et de les laisser profiter de l'avantage que nous vaut l'abondance des ressources naturelles au Canada.

Le gouvernement préfère toutefois utiliser les méthodes habituelles pour amasser de l'argent et avoir recours encore une fois à sa vache à lait. Cette pauvre vache à lait donne tout ce qu'elle a et risque même fortement de mourir de mammite à force de surproduire.

• (1605)

Je pourrais vous parler indéfiniment de l'iniquité des taxes et des impôts qui n'en finissent plus. Je crois que le gouvernement devrait sérieusement réfléchir aux répercussions des taxes et des impôts élevés sur notre économie et à l'incidence de la dette et du déficit sur notre pays.

Je demande au premier ministre et au ministre des Finances de tenir compte des paroles de F.J. Clark qui a dit: «Un politicien ne pense qu'aux prochaines élections. Un homme d'État pense à la prochaine génération.»

**M. Jim Silye (Calgary—Centre, Réf.):** Monsieur le Président, je voudrais présenter quelques observations sur le projet de loi C-90, qui vient du ministère des Finances et qui a été présenté par le ministre des Finances. Je voudrais revenir un instant sur ce que celui-ci a dit lorsqu'il a critiqué, en tant que député de l'opposition, le dernier budget du gouvernement précédent.

Je voudrais citer des déclarations qu'il a faites le 27 avril 1993 et qui figurent au hasard de cette date. Le ministre avait alors fait l'observation suivante: «Les Canadiens ne veulent plus être inondés de nouvelles taxes en provenance d'Ottawa chaque printemps. Ils veulent que les gouvernements renoncent à leurs petits jeux politiques, car notre prospérité est compromise.»

Le projet de loi C-90 n'est rien de plus qu'une ponction fiscale. Il augmente les impôts en augmentant la taxe d'accise. Il vise à hausser la taxe sur l'essence. Il fait passer la taxe sur le transport aérien de 50 \$ à 55 \$. Il augmente la taxe sur les cigarettes. C'est bien simple: il s'attaque au portefeuille des Canadiens, tant à la pompe que dans les airs.

Cela bat donc en brèche l'observation que le ministre avait alors présentée. En tant que porte-parole de l'opposition en matière de finances, il avait dit que les Canadiens ne voulaient plus être inondés de nouvelles taxes chaque printemps. Toutefois, depuis deux printemps qu'il est en poste, les impôts ont fait un bond au Canada. Il ne s'en est jamais pris au portefeuille des Canadiens—et il mérite pour cela une certaine gratitude de notre part—mais il s'est attaqué à tout le reste. En fait, Revenu Canada arrive même à tirer par tous les moyens possibles davantage d'argent des entreprises et des particuliers dont il vérifie les comptes.

J'ai une deuxième citation à vous donner: «Les Canadiens ne veulent tout simplement plus des politiques économiques qui font fi des aspirations de la population et qui ne permettent pas de prendre des décisions pour l'avenir.» Le ministre croit-il que les Canadiens souhaitent voir à la pompe une hausse des taxes sur l'essence? Croit-il que les Canadiens veulent payer davantage de taxes sur les produits et services? Croit-il que les Canadiens veulent payer des taxes plus élevées à l'aéroport? Non, ils ne veulent pas cela.

Le ministre croit-il que les Canadiens souhaitent voir le gouvernement aggraver le problème de la dette? Il a acculé notre pays à la faillite en s'engageant à ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB. Il ne réduira pas le déficit plus que cela? Il va continuer de nous enliser, plus lentement que les conservateurs, mais il va continuer de le faire. Croyait-il que les Canadiens souhaitaient ce genre de pays et pareille aggravation de la situation?

À titre de ministre des Finances, il a maintenant l'occasion de rectifier la situation et d'appliquer à la lettre ses idées. Il a la chance d'être aux commandes et de prendre les mesures qui s'imposent pour aider l'économie et la stimuler. Il dit que la solution réside dans la création d'emplois. Or, les gouvernements ne créent pas d'emplois. C'est le secteur privé qui crée la majorité des emplois, 85 p. 100 d'entre eux. Personne ne conteste cela. Il faut toutefois la confiance des consommateurs et des investisseurs pour créer des emplois.

En augmentant sans cesse les impôts, que ce soit par le biais des taxes d'accise, de l'impôt sur le revenu des particuliers ou des sociétés, des charges sociales ou des impôts fonciers, le gouvernement porte atteinte à leur confiance et l'ébranle. En se contentant de faire de beaux discours à ce sujet, le ministre des Finances ne fait que jeter de la poudre aux yeux des Canadiens pour les duper. Il leur rend un très mauvais service en leur faisant croire qu'il est en train de régler le problème, alors qu'il l'aggrave.

Je crois avoir déjà donné deux exemples où le ministre des Finances pourrait faire quelque chose pour résoudre des problèmes qu'il a lui-même dénoncés, mais qui ne lui inspirent aucune mesure. Il continue d'agir de la même façon. Il défend le statu quo. Au ministère des Finances, quelle que soit la personne qui occupe le poste de ministre, il semble qu'il n'y ait qu'une seule façon de faire. Cela doit changer.